

**INSTITUTION ADOUR**

Extrait du registre des délibérations
de l'établissement public territorial de bassin Institution Adour

Séance du 27 mai 2021
(Convocation du 12 mai 2021)

Aujourd'hui, le vingt-sept mai deux mille vingt et un à 10h, le comité syndical dûment convoqué s'est réuni sous la forme de visioconférence conformément à l'article 6 de l'Ordonnance n° 2020-391 du 1^{er} avril 2020, sous la présidence de Monsieur Paul CARRERE

Conseillers en exercice	
• Nombre	53
• Voix	322
Présents	
• Nombre	25
• Voix	183
Pouvoirs	
• Nombre	1
• Voix	1
Majorité simple selon article 11.2 des statuts	

Suffrages exprimés	
Pour	
• Nombre	26
• Voix	184
Contre	
• Nombre	0
• Voix	0
Abstention	
• Nombre	0
• Voix	0

Etaient présents en visioconférence :

- Pour les Départements membres : Mesdames et Messieurs Christiane AUTIGEON, Céline SALLES, Dominique DEGOS, Jean GUILHAS, Bernard POUBLAN, Christophe TERRAIN, Paul CARRERE, Yves LAHOUN, Jean ARRIUBERGE, Patrick CHASSERIAUD, Charles PELANNE, Bernard SOUDAR
- Pour les communautés d'agglomérations membres : Monsieur Bernard KRZYNSKI
- Pour les communautés de communes membres : Madame Isabelle CAZALIS et Messieurs Philippe BRETHES, Philippe CASTETS, Jean-Marc LESCOUTE, Pierre CAZERES, Jean-Emmanuel DARGELOS, Francis BETBEDER
- Pour les syndicats mixtes membres : Messieurs Christian DUCOS, Jean-Jacques DANE, Bernard LABADIE, Antoine LEQUERTIER, Daniel ARRIBERE

Etaient excusés et avaient donné procuration :

- Pour les communautés de communes membres : Madame Pascale REQUENNA

Etaient excusés :

- Pour les Départements membres : Mesdames et Messieurs Laurence ANCIEN, Nathalie BARROUILLET, Bernard VERDIER, Gérard CASTET, Francis DUPOUEY, Gabriel BELLOCQ, Xavier LAGRAVE, Thierry CARRERE
- Pour les Régions membres : Monsieur Andde SAINTE-MARIE
- Pour les communautés d'agglomérations membres : Monsieur Philippe CASTEL
- Pour les communautés de communes membres : Madame Christine FOURNADET et Messieurs Philippe LATRY, Pierre LAJUS, Philippe BARON, Michel CUYAUBE, Didier GAUGEACQ, Denis LANUSSE, Jean-Michel LE BIHAN, Christophe PUGNETTI, Jean-Pierre REMY, Laurent NOLIBOIS, Jean-Yves ARRESTAT, Patrick MAUNAS
- Pour les syndicats mixtes membres : Messieurs Michel CHANUT, Didier SAKELLARIDES, Michel BAREYT, Bernard LOUGAROT

Secrétaire de séance : Madame Christiane AUTIGEON



OBJET : Avis de l'EPTB sur le projet d'extension du périmètre du schéma d'aménagement et de gestion des eaux du bassin de la Midouze

VU le code de l'environnement, notamment l'article R. 212-27,

VU le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) du bassin Adour-Garonne, approuvé par le préfet coordonnateur du bassin Adour-Garonne le 1^{er} décembre 2015,

VU l'arrêté interpréfectoral en date du 11 février 2004 délimitant le périmètre du schéma d'aménagement et de gestion des eaux du bassin de la Midouze,

VU l'arrêté interpréfectoral en date du 11 mai 2012 portant modification du périmètre du schéma d'aménagement et de gestion des eaux du bassin de la Midouze,

VU la délibération de la CLE du SAGE en date du 22 février 2021 validant le principe d'engagement de la révision du périmètre du SAGE,

CONSIDERANT la lettre de saisine en date du 17 mai 2021 adressée par l'Etat pour solliciter l'avis des collectivités parmi lesquelles l'EPTB,

Exposé des motifs :

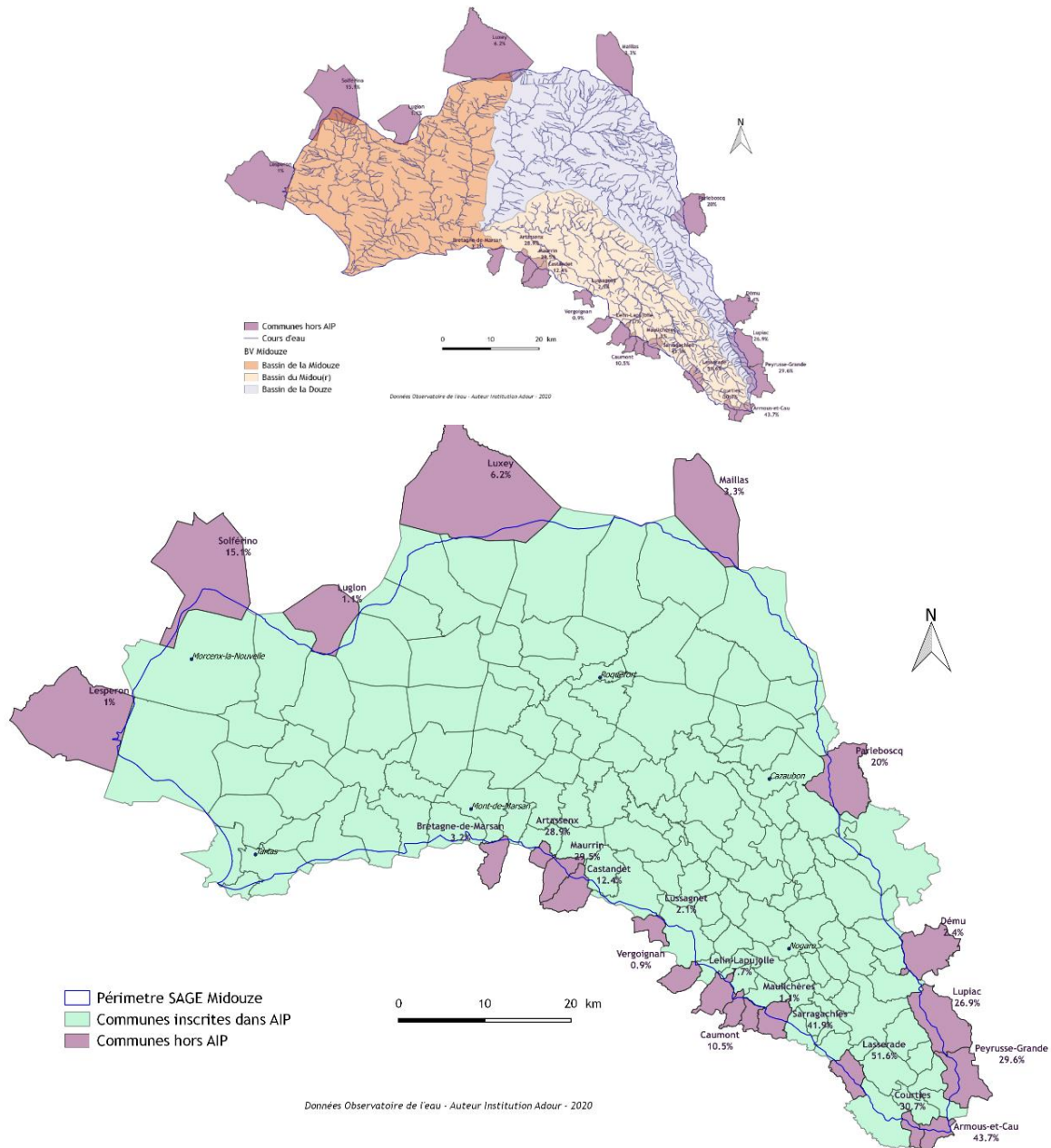
Le bassin hydrographique de la Midouze concerne, pour tout ou partie, 153 communes.

Le périmètre fixé par arrêté interpréfectoral en date du 11 février 2004 pour engager la démarche de SAGE ne retenait que 128 de ces communes. Par arrêté interpréfectoral en date du 11 mai 2012, trois communes ont été incluses dans ce périmètre : Bégaar (40), Eauze et Beaumarchés (32). Il est envisagé aujourd'hui, sur proposition de la commission locale de l'eau, d'inclure la totalité des communes concernées du périmètre et donc en conséquence, d'ajouter les 22 communes manquantes :

Département	NOM	EPCI-FP	% de la commune compris dans le BV Midouze
Gers	ARMOUS-ET-CAU	Cœur d'Astarac en Gascogne	43,7
	CAUMONT	Armagnac Adour	10,5
	COURTIES	Bastides et Vallons du Gers	30,7
	DÉMU	Grand Armagnac	2,4
	LASSERADE	Bastides et Vallons du Gers	51,6
	LELIN-LAPUJOLLE	Armagnac Adour	7,7
	LUPIAC	Artagnan en Fezensac	26,9
	MAULICHÈRES	Armagnac Adour	1,1
	PEYRUSSE-GRANDE	Artagnan en Fezensac	29,6
	SARRAGACHIES	Armagnac Adour	41,9
	VERGOIGNAN	Aire-sur-l'Adour	0,9
Landes	ARTASSENX	Pays Grenadois	28,9
	BRETAGNE-DE-MARSAN	Le Marsan Agglomération	3,2
	CASTANDET	Pays Grenadois	12,4
	LESPERON	Pays Morcenais	1
	LUGLON	Cœur Haute Lande	1,1
	LUSSAGNET	Pays Grenadois	2,1
	LUXEY	Cœur Haute Lande	6,2
	MAILLAS	Landes d'Armagnac	3,3
	MAURRIN	Pays Grenadois	29,5
	PARLEBOSCQ	Landes d'Armagnac	20
	SOLFÉRINO	Cœur Haute Lande	15,1

Les différentes masses d'eau concernées par cet ajout constituent des têtes de bassin du réseau hydrographique de la Midouze et représentent donc des territoires importants au regard des fonctions qu'ils remplissent et les milieux qu'ils peuvent abriter (zones humides, sources, zones de biodiversité, etc.). Ceci justifie leur intégration dans le périmètre du SAGE, compte-tenu des enjeux liés à ces milieux, dans le contexte actuel du changement climatique notamment, enjeux qui vont être retravaillés lors de la révision du SAGE.

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de la réception par le représentant de l'Etat.



Sur la base de la décision de la commission locale de l'eau du SAGE Midouze, et comme le prévoit l'article R. 212-27 du code de l'environnement, les services de l'état ont sollicité par courrier en date du 17 mai 2021 les différentes collectivités concernées pour avis, soit les conseils régionaux, les conseils départementaux et les communes dont le territoire est situé pour tout ou partie dans le périmètre ainsi que l'établissement public territorial de bassin. Les avis seront réputés favorables s'ils n'interviennent pas dans un délai de quatre mois.

LE COMITE SYNDICAL

En l'absence d'observations,

Après en avoir délibéré et à l'unanimité,

DECIDE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de la réception par le représentant de l'Etat.



Article 1

De donner un avis favorable à la proposition d'extension du périmètre du schéma d'aménagement et de gestion des eaux du bassin de la Midouze.

Article 2

Monsieur le Président est chargé de l'exécution de la présente délibération.

Fait et délibéré le 27 mai 2021 à Mont-de-Marsan,

Le Président,

Paul CARRERE